

WOMEN COUNT FOR PEACE

IN WEST AFRICA

GROUPE DE TRAVAIL

FEMMES PAIX ET SÉCURITÉ EN AFRIQUE DE L'OUEST

RAPPORT DE LA MISSION DE SOLIDARITE ET D'APPUI AU PROCESSUS ELECTORAL EN GUINEE

CONAKRY DU 20 AU 29 SEPTEMBRE 2013



Dakar, Septembre 2013

AVANT PROPOS

Ce rapport a été élaboré à la suite d'une mission de solidarité et d'appui au processus électoral en Guinée. Cette mission a été effectuée à Conakry par le Groupe de Travail Femmes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest (GTFPS-AO) du 20 au 29 septembre 2013.

Elle consistait à appuyer le processus électoral en Guinée et à apporter un soutien aux acteurs et actrices guinéens en termes d'animation de la « Case de Veille », de la participation à l'acélébration de la Journée Internationale de la Paix et de contribution à la mise en œuvre des actions ciblées, avant, pendant et après les élections législatives.

Les cérémonies officielles étaient présidées par :

- Madame Hadja Rabiataou Séra DIALLO, Présidente du Conseil National de transition ;
- Dr Makalé TRAORE, ancien Ministre, présidente du Réseau des Femmes Africaines Ministres et Parlementaires et Présidente de la COFFIG/DCPD ;
- Madame Hadja Makalé CAMARA, ancienne Ministre, Secrétaire Générale du Réseau des Femmes Africaines Ministres et parlementaires et Coordinatrice de la Plate-forme de veille des femmes de Guinée.

Les panels étaient animés par :

- Madame Céline M. Yoda/KONKOBO, ancienne Ministre et ancien ambassadeur/Consultante (Burkina Faso),
- Monsieur Gaspard Onokoko Onosal, expert en droits humains et en sciences de l'éducation, représentant du Groupe de Travail Femmes Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest ;
- Madame Hadja Makalé CAMARA
- Me Geneviève A.DIALLO-SISSOKO, avocat, Présidente du Réseau Paix et sécurité pour les femmes de l'espace CEDEAO-Section Côte d'Ivoire ;

L'observation du scrutin dans 21 bureaux de vote et d'analyse des opérations de dépouillement de bulletins dans deux bureaux de vote était réalisées par

- Monsieur Gaspard Onokoko Onosal/GTFPS

Avec la collaboration et l'appui de :

- Services du Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest
- ONUFEMMES ;
- COFFIG/DCPD ;
- CMI.

La mission a été couronnée de succès.

Nous tenons à exprimer nos remerciements à UNOWA et à ONU FEMMES ainsi qu'aux membres du GTFPS, qui nous ont apporté un appui efficace pour préparer et participer activement aux importantes activités programmées sur le terrain.

Nous remercions particulièrement, Monsieur Saïd Djinnit, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU en Afrique de l'Ouest et facilitateur international du Dialogue inter-guinéen d'avoir facilité le 03 juillet 2013 la signature d'un Accord sur la préparation et l'organisation des élections législatives en Guinée et d'avoir fait adhérer tous les acteurs impliqués dans le

processus électoral à son appel au dialogue, à la préservation de la paix et au compromis dans le souci de trouver un consensus allant dans le sens d'organiser des élections paisibles et transparentes.

Grâce à son expérience, à son engagement sans bornes et à ses multiples interventions, les élections législatives en Guinée ont finalement eu lieu le 28 septembre 2013 sur toute l'étendue du pays après avoir été reportées à plusieurs reprises depuis 2010 sur fond de diverses tensions..

Enfin, nous exprimons notre satisfaction pour l'efficacité avec laquelle la COFFIG/DCPD a préparé la Plate-forme de Veille des Elections Législatives et pour sa contribution au succès de notre mission.

Gaspard Onokoko Onosal

Délégué GTFPS

SIGLES ET D'IDENTIFICATION DES PARTIS POLITIQUES

N	Partis Politiques	Têtes de Listes
1	UPR (Union pour le Progrès et le Renouveau)	EL Mamadou Salim BAH
2	PEDN (Parti de l'espoir pour le Développement National)	Lansana KOUYATE
3	AFIA	Dr. Saliou Bella DIALLO
4	NGR (Nouvelle Génération pour la République)	Daouda CAMARA
5	PGRP	Alpha Ibrahima Sylla BAH
6	RDIG (Rassemblement Démocratique international de Guinée)	Jean Marc TELLIANO
7	PUB (parti de l'unité et du Progrès)	El Moussa SOLANO
8	ADC BOC (Alternance Démocratique pour le changement)	Dr. Ibrahima Sory DIALLO
9	UNR (UNION National pour le Renouveau)	Boubacar Barry
10	PTS (Parti du travail et de la Solidarité)	Mamadou DAWARA
11	RPG-ARC-EN-CIEL	Hadja Nantènè KONATE
12	UGDD (Union Guinéenne pour la Démocratie et le Développement)	Holomokoni KOUROUMA
13	UFR (Union des forces Républicaines)	Sydia TOURE
14	GPT (Guinée Pour Tous)	Ibrahima Kassory FOFANA
15	GUD (Génération unie pour le Développement)	Dr Sékou Bena CAMARA
16	UFDG (Union des forces Démocratiques du Guinée)	Mamadou CellouDalein DIALLOS
17	GRUP (Génération pour la Réconciliation, l'unité et la prospérité)	EL Diao KANTE
18	PNR (Parti National pour le Renouveau)	Alpha Soulemane BAH
19	UFD (Union des forces Démocratiques)	Mamadou Bah Baadiko
20	UPG (Union pour le Progrès de la Guinée)	Jean Marie Soumaoro DORE
21	PDG-RDA (Parti Démocratique de Guinée-Rassemblement Démocratique Africain)	Mohamed TOURE
22	PPG (Parti du peuple de Guinée)	Charles Pascal TOLNO

Sommaire

AVANT PROPOS	1
SIGLES ET D'IDENTIFICATION DES PARTIS POLITIQUES	3
I. PARTIE INTRODUCTIVE	6
A. CONTEXTE.....	6
B. LES OBJECTIFS.....	6
C. PREPARATION DE LA MISSION.....	7
D. LES PARTICIPANT (E) S.....	7
E. LA METHODOLOGIE.....	8
II. ACTIVITES PRELIMINAIRES	8
A. ACTIVITES PREPARATOIRES DE SOUTIEN A LA PLATE-FORME DE VEILLE POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES APAISEES.....	8
1. AXES D'INTERVENTION DU GTFPS/AO AVANT, PENDANT ET APRES LES ELECTIONS LEGISLATIVES EN GUINEE	8
2. FORMATION SUR LES TECHNIQUES D'OBSERVATION DES ELECTIONS	9
3. REUNIONS DE COORDINATION	10
4. COOPERATION AVEC LA PRESSE.....	11
5. PARTICIPATION DU GTFPS AUX ACTIVITES MARQUANT LA JOURNEE INTERNATIONALE DE PAIX.....	11
a. Séance d'ouverture	11
B. CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA « CASE DE VEILLE ».....	13
1. LES DISCOURS	13
2. LECTURE DES MESSAGES DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN.....	15
C. ANIMATION DE PANEL.....	16
D. SYNTHESE DE COMMUNICATIONS	16
1. COMMUNICATION DE MAITRE GENEVIEVE DIALLO-SISSOKO SUR L'EXPERIENCE DE LA COTE D'IVOIRE DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES.	16
2. COMMUNICATION DE MADAME CELINE YODA KONKOBO SUR LA PORTEE ET LES PILIERS DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES 17	
3. COMMUNICATION DE MME MAKALE CAMARA COORDINATRICE DE LA PLATE FORME DE VEILLE SUR L'IMPORTANCE DU VOTE FEMININ.....	17
4. COMMUNICATION DE MONSIEUR GASPARD ONOKOKO ONOSAL SUR LES ORIGINES, OBJECTIFS ET ENJEUX DU GROUPE DE TRAVAIL, FEMMES, PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE DE L'OUEST».....	18
E. ECHANGES.....	18
III. ANIMATION DE LA « Case de Veille »	19
A. ACCUEIL DE VISITEURS	19
B. OBSERVATION DU PROCESSUS ELECTORAL.....	20
1. OBSERVATION DU CLIMAT PRE-ELECTORAL.....	20

2.	DISPOSITIF DE DEPLOIEMENT DES OBSERVATRICES ET OBSERVATEURS .	20
3.	OBSERVATION DE LA JOURNEE DE VOTE/SCRUTIN .	21
IV.	EVALUATION DE LA MISSION .	23
A.	RESULTATS OBTENUS:	23
B.	DYSFONCTIONNEMENTS ET DIFFICULTES:	24
C.	ENSEIGNEMENTS TIRES :	24
D.	ATOUPS :	24
	NOTRE TRIPLE SATISFACTION :	25
E.	RECOMMANDATIONS .	25
V.	CONCLUSION .	27
VI.	ANNEXES .	28
A.	PROCLAMATIONDES RESULTATS DEPOUILLEMENT BULLETINS DE VOTE/ LISTE NATIONALE (PROPOTIONNELLE) .	28
B.	LISTE UNINOMINALE .	28
C.	PROCLAMATION DES RESULTATS DEPOUILLEMNT BULLETINS DE VOTE/ LISTE NATIONALE. .	29
D.	LISTE UNINOMINALE .	29
E.	DECLARATION DU FACILITATEUR INTERNATIONAL DU DIALOGUE INTER- GUINEEN. .	30
F.	MESSAGES DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN DU GTFPS/AO AUX FEMMES GUINEENNES. .	32 \
G.	PROGRAMME DU 23 - 28 SEPTEMBRE 2013 - PALAIS DU PEUPLE – CONAKRY .	32

I. PARTIE INTRODUCTIVE

A. CONTEXTE

La Guinée reste l'un des pays de l'Afrique de l'Ouest faisant face à d'importants défis pour achever sa transition démocratique et instaurer une stabilité et une unité sociale. En effet, depuis l'élection présidentielle de 2010, la Guinée vivait dans une situation caractérisée par des tensions sociopolitiques qui n'avaient cessé d'engendrer d'énormes dégâts financiers et matériels ainsi que de nombreuses pertes en vies humaines.

Faisant suite à la signature de l'Accord du 03 juillet 2013, sur la préparation et l'organisation des élections législatives, le Président de la République avait signé et fait publier un décret relatif à la fixation des dates d'ouverture et de fermeture de la campagne électorale.

C'est ainsi que l'Equipe pays du Système des Nations Unies a mis en place un dispositif de monitoring des élections avec l'appui du Fonds de Consolidation de la Paix afin d'instaurer un climat de confiance et de promouvoir une culture de non-violence avant, pendant et après les élections du 28 septembre prévue initialement le 24 septembre 2013.

C'est dans ce contexte que le GTFPS-AO avec l'appui d'UNOWA, d'ONUFEMMES et du HCDH s'est proposé, d'appuyer le processus électoral en Guinée et d'apporter son soutien aux actrices guinéennes pour mettre en œuvre des actions ciblées, avant, pendant et après les élections législatives et contribuer efficacement au retour de la paix en République Guinéenne.

Cette initiative caractérisée par plusieurs rencontres est ressortie comme une des priorités majeures du GTFPS pour plusieurs raisons dont entre autres :

- La volonté et l'exigence de la tenue des élections consensuelles, inclusives et sans violences qui demeurent un défi majeur en Guinée.
- La prise en compte des enjeux et risques des élections reportées à plusieurs reprises ;
- La prise en compte de l'importance de la «Case de Veille» électorale de la Coalition des Femmes et Filles de Guinée pour le Dialogue, la Consolidation de la Paix et la Démocratie ;
- la solidarité avec les femmes guinéennes dans le processus électoral qui constitue un facteur important de promotion de relations entre les femmes et les hommes, pour des élections apaisées. ;
- la nécessité d'accompagner les efforts déployés par Monsieur Saïd Djinnit, Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU en Afrique de l'Ouest de soutenir l'organisation des élections législatives, libres, crédibles et transparentes mettant définitivement fin à la transition.

Ces raisons harmonisées avec la forte implication de la COFFIG/DCPD d'influer sur la qualité des élections législatives en Guinée, ont amenés le GTFPS/AO à participer activement aux diverses activités d'amélioration de conditions optimales de la tenue des élections transparentes et apaisées du mois de septembre en Guinée.

B. LES OBJECTIFS

L'objectif général de la mission était d'appuyer le processus électoral et d'apporter le soutien du GTFPS aux acteurs et actrices guinéennes pour mettre en œuvre des actions ciblées, avant, pendant et après les élections législatives.

Conformément à la mission du Groupe de travail, cette initiative vise spécifiquement à :

1. Appuyer la mise en place de la chambre de veille des élections législatives en Guinée afin d'aider à gérer les conflits locaux durant tout le processus électoral.
2. Renforcer la connaissance du processus électoral législatif par les femmes guinéennes.
3. Sensibiliser les femmes guinéennes sur le comportement citoyen durant le processus électoral et leur participation effective massive, le jour scrutin.
4. Outiller les femmes guinéennes à l'interpellation des candidats à l'élection législative pour la prise en compte de leurs préoccupations et besoins.
5. Surveiller le bon déroulement des élections dans les 5 circonscriptions électorales de Conakry.
6. Sensibiliser l'opinion guinéenne à des élections apaisées à travers une action de mobilisation lors de la journée de la paix, le 21 septembre 2013, suscitant une importante mobilisation médiatique.

C. PREPARATION DE LA MISSION

La mission de solidarité en Guinée a fait l'objet d'un immense travail préparatoire entre les membres du GTFPS/AO, les officiels d'UNOWA, d'ONU FEMMES et du HCDH, les responsables de la COFFIG/DCPD, la Représentation en Guinée du GTFPS-AO (REFMAP-Guinée) et des Représentant(e)s pays du Système des Nations Unies en Guinée.

Cette étape de préparation a été marquée par quatre activités-phares :

- Le choix des critères de sélection / profil des participant (e)s ;
- La tenue régulière des réunions du GTFPS/AO ;
- La production de la note d'orientation sur les objectifs, la méthodologie et le programme détaillé ;
- La production du paquet d'outils / documentation, supports ; badges, banderoles... ;
- L'élaboration d'un questionnaire provisoire destiné aux responsables de partis politiques ;

D. LES PARTICIPANT (E) S

Ont participé à la Plate-forme de Veille des Elections en Guinée cinq (05) délégués du GTFPS, six-cent quatre-vingt sept (687) participant (e)s, venu(e)s des différentes régions de Guinée, quatre-vingt-dix-huit (98) délégués et trente-quatre (34) Observateurs ainsi qu'un bon nombre de représentant(e)s d'organisations du système des Nations Unies Pays et d'autres délégué(e)s des organisations internationales non gouvernementales venant de Bruxelles , Burkina Faso , Côte d'Ivoire , France, Libéria, Mali, Niger, Sénégal et de la Sierra Léone.



Essentiellement des femmes et jeunes filles artisanes de la paix, membres de groupements des femmes, anciennes ministres, anciennes ambassadrices et cadres de haut niveau d'ONG internationales et ouest-africaines, qui ont en charge l'intégration de la dimension genre dans leur approche et/ou la formation de leur personnel, partenaires et bénéficiaires de programmes/projets.

E. LA METHODOLOGIE

Les activités se sont déroulées dans un climat serein et une bonne ambiance qui ont suscité et facilité des échanges riches et fructueux. Le profil des participant (e)s et la capacité organisationnelle des membres de la COFFIG/DCPD ont été deux facteurs favorables à la participation et au partage d'expériences.

L'approche utilisée de type participatif et expérientiel était articulée autour des principes majeurs suivants :

- La mise à contribution des connaissances et expériences des participant(e)s ;
- L'utilisation de ces connaissances et expériences pour faciliter l'acquisition et la maîtrise de techniques d'animation de la case de veille et de la conduite des élections transparentes ;
- La responsabilisation et l'outillage des participants des participant(e)s dans les pratiques de gestion et d'observation des élections législatives ;

Notre mission s'est déroulée sous forme d'échange d'expériences et de conseils, de montage d'une exposition, d'exposés et d'animation de panels, de visites de terrains (bureaux de votes, rencontres avec des jeunes leaders) et d'observation de dépouillement de bulletins de votes articulées à des interviews radiophoniques et télévisées.

Les contacts au quotidien et interactions journalières entre les délégations ouest-africaines et les représentantes de la COFFIG/DCPD, de Gorée Institute, du PNUD et d'ONU FEMMES en Guinée ont été des moyens d'éclairage et de réajustement importants dans la démarche de soutien aux femmes et filles guinéennes.

II. ACTIVITES PRELIMINAIRES

A. ACTIVITES PREPARATOIRES DE SOUTIEN A LA PLATE-FORME DE VEILLE POUR LES ELECTIONS LEGISLATIVES APAISEES

1. AXES D'INTERVENTION DU GTFPS/AO AVANT, PENDANT ET APRES LES ELECTIONS LEGISLATIVES EN GUINEE

MISSION	ACTIVITES	MOYENS
SENSIBILISATION	Appui à la formation et à la communication ; Accorder des interviews aux médias ; Montage d'une Exposition de feuillets d'informations, de	Réunions avec les responsables de la COFFIG/DCPD et les formateurs de Gorée Institute ; Déplacements dans le lieu d'exposition ; Réunion avec les organisateurs de la journée internationale de paix ;

MISSION	ACTIVITES	MOYENS
	rappports et de livres au Centre culturel franco-guinéen.	Réunions avec les jeunes leaders pour la gestion des conflits qui surviendraient.
	Préparation et animation de panels	Réunions avec les responsables de la COFFIG/DCPD
ANIMATION DE LA CASE DE VEILLE	Facilitation de l'accès du public aux différentes chambres de la case de veille	Réunions avec les responsables de la COFFIG/DCPD
	Appui aux activités de la plateforme de la case de veille ; Contacts avec la chambre d'analyse ; Faire remonter des informations le jour du scrutin ;	Déplacements dans les circonscriptions pour les opérations pré-électorales et pour le scrutin du 28 septembre.
	Accueil des visiteurs	Réunions avec les jeunes leaders
OBSERVATION DU SCRUTIN AU NIVEAU DE LA REGION DE CONAKRY	Respect de la feuille de route pour l'observation des bureaux de vote et les opérations de dépouillement des bulletins de vote	Déplacements dans les bureaux de vote le jour du scrutin et pour la remontée des informations
	Renforcement de la remontée d'informations de bureaux de vote au niveau de Case de Veille	Déplacements dans les bureaux de vote le jour du scrutin et pour la remontée des informations

2. FORMATION SUR LES TECHNIQUES D'OBSERVATION DES ELECTIONS

La Coalition des femmes et filles de Guinée pour le dialogue, la consolidation de la paix et le développement (COFFIG-DCPD), a organisé du 16 au 25 septembre 2013, au sein du Palais du peuple, une série de formations à l'intention de six cents (600) femmes qui ont été déployées sur le terrain comme observatrices le jour du scrutin législatif. « Nous voulons, en déployant plus de cinq cents personnes sur le terrain, être en situation d'alerter les conséquences. Et que cette alerte conduise les décideurs à tous les niveaux à donner des réponses rapides pour éviter que la situation ne devienne conflictuelle sur le terrain », a souligné Makalé Traoré, présidente de la Coalition des femmes et filles de Guinée pour le dialogue, la consolidation de la paix et le développement.

Au demeurant, les représentant(e)s du GTFPS ont pris part le 20 septembre 2013, à cette formation qui a été assurée par une équipe d'experts de l'institut de Gorée.

Ce qui a intéressées participant(e)s à cette formation c'est de connaître le code de conduite de l'observateur et de savoir comment seront appliqués les principes de l'observation des élections le jour du scrutin. Ces principes sont : la responsabilité, l'indépendance, l'impartialité, la neutralité, l'intégrité, l'objectivité, la crédibilité et le respect des lois et traditions nationales.

En définissant succinctement les quatre dimensions de défis que doivent relever les futur(e)s observateurs et observatrices lors du scrutin du 28 septembre 2013, Monsieur Doudou DIA, Directeur Exécutif de Gorée Institute a précisé qu'observer des élections c'est :

- **regarder, voir, noter et rapporter.**

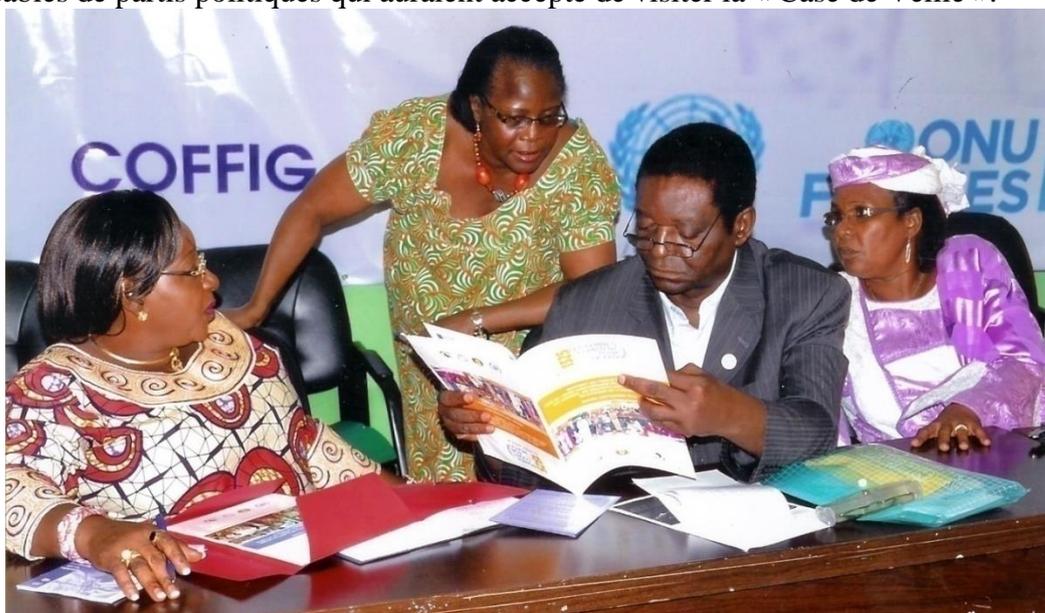
Lors de cette séance de formation, il a été rappelé qu'un observateur ou une observatrice n'a aucun rôle dans la gestion d'une élection contrairement à un contrôleur.



De son côté, Dr Makalé, Présidente de la COFFIG/DCPD a prodigué un conseil aux participant(e)s : « A l'issue de cette formation vous devez mettre de côté toute autre considération et en observant une neutralité absolue sur le terrain en remontant la réalité des faits. Nous vous faisons confiance ».

3. REUNIONS DE COORDINATION

Le 20 septembre 2013 à 15heures, s'est tenue au Palais du Peuple la première réunion de partage d'informations entre la COFFIG/DCPD et le GTFPS. C'est au cours de cette rencontre que la décision a été prise pour la participation du GTFPS aux activités marquant la Journée internationale de paix. Cette réunion a également permis aux responsables de la COFFIG/DCPD de faire le point des activités réalisées et de celles qui étaient en cours de réalisation. Cette rencontre a consacré la finalisation du questionnaire destiné aux autorités politiques et autres responsables de partis politiques qui auraient accepté de visiter la « Case de Veille ».



Cette rencontre a encore une fois de plus donné l'occasion à la COFFIG/DCPD et au GTFPS de finaliser le Programme des activités de la Plate-forme de veille pour des élections législatives apaisées.

4. COOPERATION AVEC LA PRESSE

Du 20 au 29 septembre 2013, les membres du GTFPS ont été sollicités par les médias pour proposer des solutions aux nombreux problèmes qui pourraient se poser avant, pendant et après le scrutin. Le GTFPS a déclaré qu'il fallait lier la communication à des activités de la « Case de Veille ». A cet égard, d'autres délégué(e)s de diverses organisations non gouvernementales de la place ont souligné la nécessité d'améliorer et de renforcer la communication sur le déroulement du processus électoral.

Pour y parvenir, un programme très complet a été mis sur pied : interviews télévisées et radiophonique, à des heures de grandes écoutes.



Une attention notable a été accordée à la question de l'amélioration de mécanismes de communication afin d'assurer une bonne gestion de l'information. Les outils visuels participatifs ne sont qu'un prétexte pour stimuler la discussion. Leur choix dépend du type d'informations recherchées et de la disponibilité des populations concernées.

5. PARTICIPATION DU GTFPS AUX ACTIVITES MARQUANT LA JOURNEE INTERNATIONALE DE PAIX

a. Séance d'ouverture

Le GTFPS a participé à la célébration de la Journée internationale de paix qui s'est déroulée le 21 septembre 2013 au Centre Culturel Franco-Guinéen. Le thème retenu pour cette année 2013 est "Education pour la paix".



Le ministre des Droits d'homme et des Libertés publiques, M. GassamaDiaby dira qu'il faut plus de courage pour faire la paix que de faire la guerre. Selon lui" la paix n'est pas simplement des mots, ce sont *des* actes. La paix, c'est le respect de l'autre, c'est le combat pour la justice, c'est l'absence d'une discrimination, c'est l'application légale de la loi. On ne peut être pour la paix et prôner la violence. « On ne peut être pour la paix et prôner l'incitation à la haine » a indiqué le ministre avant de souligner que la Guinée a besoin de paix, de la justice.

Pour sa part, le ministre secrétaire général à la présidence, KIRIDI Bangoura a fait savoir que « c'est dans l'apprentissage quotidien, l'acceptation et la compréhension de l'autre qu'émergent peu à peu les éléments de perfection et d'action la culture de la paix. Voilà pourquoi la place de l'éducation centrale dans la promotion, consolidation de la paix».

b. Montage d'une exposition GTFPS

La Journée internationale de Paix célébrée le 21 septembre 2013, a donné l'occasion au GTFPS d'amener la population guinéenne à prendre conscience de la portée de la culture de paix et, a en même temps lancé un appel aux jeunes à participer efficacement à la construction d'une « Guinée de paix et de prospérité ».

L'événement a été marqué par le montage d'une exposition d'affiches, de feuillets d'informations, de photos, de livres et de rapports d'ONU FEMMES et du CMI, témoignant l'engagement du GTFPS d'accompagner le processus électoral en Guinée



Il convient de signaler que cette exposition qui a accueilli plus de deux cents visiteuses et visiteurs a été une réussite.

Il faudrait noter que **cette exposition** qui a sans doute contribué au renforcement de la visibilité du GTFPS et de ses partenaires **été suivie d'un échange de vues au sujet des objectifs du GTFPS et du bien-fondé de sa mission en Guinée.**

Vue du Stand du GTFPS :



Puisse la journée internationale de paix contribuer à faire avancer, dans tous les pays et en particulier en Guinée, la volonté de barrer les sentiers de la guerre, de tensions électorales et de frayer les chemins de la paix, du progrès et de la justice en faveur de toute la population guinéenne.

B. CEREMONIE DE LANCEMENT DE LA « CASE DE VEILLE »

La cérémonie de lancement de la Case de Veille a eu lieu le 21 septembre 2013 au Palais du Peuple. Elle s'est déroulée en deux étapes principales :

1. LES DISCOURS

Ouvrant la séance officielle de lancement, Madame Hadja Rabiadou Séra DIALLO, Présidente du Conseil National de transition, a tout d'abord souhaité la bienvenue aux délégué(e)s et officiel(le)s venu(e)s d'Europe et de pays de la CEDEAO.

Après s'être déclarée sincèrement heureuse de présider la séance de lancement de la « Case de veille », Madame Hadja Rabiadou Séra DIALLO a reconnu que la participation d'un grand nombre de délégué(e)s des organisations et institutions du système des Nations Unies et de diverses organisations gouvernementales et non gouvernementales d'Afrique de l'Ouest assumant des responsabilités dans le domaine de la promotion des droits des femmes témoignait d'un grand mouvement de solidarité de la gente féminine et de leur vif intérêt pour les élections législatives en Guinée.

C'est précisément, a-t-elle ajouté, l'existence d'intérêts et de problèmes communs qui permet de penser que les femmes de la sous-région sont capables également d'apporter des solutions communes aux difficultés qui sont les leurs dans le processus électoral.



Enfin, Madame la Présidente du Conseil National de transition, a prononcé l'ouverture et le lancement officiels de la « Case de Veille » en remerciant la COFFIG/DCPD et ses partenaires techniques et financiers de leur engagement dans les processus électoraux en Guinée et en exprimant le souhait que « la Case de Veille » renforce la transparence, l'unité nationale et la confiance à travers les élections législatives dans l'ensemble du pays.

A son tour, Dr Makalé Traoré a brossé l'historique de la Coalition des Femmes et Filles de Guinée pour le Dialogue, la Consolidation de la Paix et le Développement (COFFIG/DCPD). Selon Dr Makalé, la COFFIG/DCPD a été initiée en août 2011 par le Réseau des Femmes Ministres et Parlementaires de Guinée (REFAMP/G) lorsque le dialogue inclusif engagée depuis plusieurs mois tardait à produire les résultats escomptés.



En liaison avec le Consortium pour l'observation domestique des élections en Guinée (CODE), la Présidente de la COFFIG/DCPD a passé en revue les deux actions de la « Case de veille ». A savoir :

- L'observation et le monitoring de la violence électorale pour une remontée des informations relatives au scrutin, à temps réel...
- Le monitoring dans l'objectif d'une alerte précoce en vue d'une réponse rapide

pour corriger en temps réel les dysfonctionnements et irrégularités qui se produisent sur le terrain, en saisissant les autorités et acteurs compétents.

2. LECTURE DES MESSAGES DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN

Cette activité a été au cours de cette cérémonie de lancement de la « Case de Veille », un temps fort de rappel et de clarification du rôle des femmes et filles guinéennes dans la prévention et la résolution des conflits.

Devant la multiplication de tensions pré-électorales, les messages du GTFPS ont été perçus comme un moyen de favoriser la solidarité nationale et régionale et de contribuer au renforcement du pouvoir de la femme et fille guinéennes dans le processus électoral.



Les délégué(e)s et membres du GTFPS ont insisté sur l'urgence d'une mobilisation des femmes d'Afrique de l'Ouest pour des élections législatives libres, transparentes et apaisées en Guinée.

Ils/elles ont attaché une importance particulière au leadership féminin, à la paix sociale, à la stabilité et au développement en Afrique de l'Ouest y compris en Guinée.



Un conseil fondamental a été retenu: « faire en sorte que les femmes et filles guinéennes ne se laissent pas manipuler ou ne soient pas victimes de quelconques formes de manipulations ».

En tout état de cause, ces messages ont fait ressortir les objectifs prioritaires de la « Case de Veille », l'esprit de coexistence pacifique et de convivialité, de compréhension de principes directeurs d'observation des élections et de non-violence.

C. ANIMATION DE PANEL

Le panel a été animé par quatre communicateurs :

- Madame Geneviève DIALLO-SISSOKO du Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'espace CEDEAO-Section Côte d'Ivoire,
- Madame CELINE YODA KONKOBO, ancienne Ministre de la Promotion de la Femme et ancienne Ambassadrice du Burkina Faso au Danemark,
- Madame Hadja Makalé CAMARA, ancienne Ministre, Coordinatrice de la Plateforme de Veille des Femmes de Guinée,
- Gaspard OnokokoOnosal, délégué du Groupe de Travail, Femmes, Paix et Sécurité.

D. SYNTHÈSE DE COMMUNICATIONS

Les communications peuvent se résumer comme suit :

1. COMMUNICATION DE MAÎTRE GENEVIEVE DIALLO-SISSOKO SUR L'EXPERIENCE DE LA COTE D'IVOIRE DANS LE DOMAINE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES.

Maître Geneviève DIALLO-SISSOKO, a introduit sa communication en présentant les différentes fonctions de la Résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, à savoir particulièrement la nécessité de :

- sensibiliser les soldats de la paix, la police et l'appareil judiciaire aux problèmes liés au genre pendant les conflits et adopter des mesures pour assurer la protection et le respect des droits des femmes et des filles ; faire en sorte que les femmes issues de communautés frappées par les conflits armés soient représentées, afin de faire entendre leur voix dans les processus de résolution des conflits et participer en tant que partenaire d'égale valeur à tous les niveaux de prise de décision en matière de résolution des conflits, de prévention et de paix durable.

Maître Geneviève DIALLO-SISSOKO a fait un tour d'horizon des activités menées par le Réseau Paix et Sécurité pour les Femmes de l'espace CEDEAO-Section Côte d'Ivoire en matière de construction et de consolidation de la paix :

- Octobre et Novembre 2010 : Caravane de sensibilisation de la population ivoirienne dans les régions du PORO, de la BAGOUE, du TCHOLOGO, du TONKPI, du GUEMON, de l'INDENIE DJUABLIN, du SUD COMOE, du LOH DJIBOA et du DISTRICT D'ABIDJAN sur l'importance du vote pour une sortie de crise apaisée et de réduire le taux de bulletins nuls ;
- 10 Mars 2011 : Sit-in à la Cathédrale des Femmes du REPSFECO-CI pour protester contre les violences et les tueries à l'encontre de la population civile et particulièrement des Femmes ;
- Du 21 au 22 Janvier 2013 : Participation à l'atelier consultatif de la plateforme des organisations féminines pour faire des recommandations la CDVR (Commission Dialogue Vérité et Réconciliation) et la CEI (Commission Electorale Indépendante) sur l'identification des priorités des Femmes en vue de leur intégration dans les processus électoraux et de réconciliation nationale, organisé par l'IFES (Fondation Internationale pour les systèmes électoraux) en partenariat avec le NDI (National Democratic Institute).

2. COMMUNICATION DE MADAME CELINE YODA KONKOBO SUR LA PORTEE ET LES PILIERS DE LA RESOLUTION 1325 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Madame CELINE YODA KONKOBO a offert aux participant(e)s une revue de la Résolution 1325 servant de référent normatif pour promouvoir le droit des femmes à la participation dans le processus de paix et la lutte contre les violences.

Dans un premier temps, Mme CELINE YODA KONKOBO a démontré que la paix et la sécurité restent des enjeux incontournables pour le développement du monde.

Elle a pris exemple sur le contexte régional marqué par une multiplication de conflits.

Elle a affirmé que cette Résolution :

- réaffirme aux femmes le droit à la participation effective dans le processus de développement tel que consacré par les textes internationaux.
- reconnaît la dimension genre dans le maintien et la consolidation de la paix.
- est un cadre qui intègre la dimension genre dans la prévention, la gestion et le règlement des conflits.
- assure aux femmes une implication effective dans le processus de paix.

Ensuite, Mme CELINE YODA KONKOBO a distingué et défini trois types de piliers de la résolution 1325 que sont:

- la prévention,
- la participation,
- le secours et la reconstruction.

3. COMMUNICATION DE MME MAKALE CAMARA COORDINATRICE DE LA PLATE FORME DE VEILLE SUR L'IMPORTANCE DU VOTE FEMININ

Le 24 septembre, la Plate-forme de veille a organisé dans les locaux de COFFIG/DCPD à Camayenne, un panel sur l'importance du vote féminin, avec la participation de 110 femmes de la place et de quatre (04) délégué(e)s venu(e)s du Burkina Faso, du Liberia, du Sénégal et de la Sierra Léone.

Mme Makalé CAMARA Coordinatrice de la Plate Forme de la « Case Veille » s'est appesantie sur l'importance de la participation de la femme en général, et particulièrement de la femme guinéenne dans la vie politique. Elle a fait savoir que la femme représente 52% de la population guinéenne. C'est pourquoi, ajoute-t-elle, la femme guinéenne devrait jouer à la fois un rôle de médiatrice, de régulatrice de conflits voire de consolatrice.

Sous cet angle, Madame Camara a démontré la nécessité pour chaque femme de contribuer à la réussite des élections législatives et de jouer un rôle central dans la consolidation de la paix en Guinée.

4. COMMUNICATION DE MONSIEUR GASPARD ONOKOKO ONOSAL SUR LES ORIGINES, OBJECTIFS ET ENJEUX DU GROUPE DE TRAVAIL, FEMMES, PAIX ET SECURITE EN AFRIQUE DE L'OUEST»

Lors de la plénière du 25 septembre 2013, Monsieur Gaspard Onokoko Onosal, a introduit sa communication en présentant les grands moments qui ont contribué à la mise en place du Groupe de Travail, Femmes, Paix et Sécurité (GTFPS).

Il a indiqué qu'à l'origine, le GTFPS/AO se veut une plateforme inclusive de partage d'expérience, d'analyse et d'évaluation participative des initiatives et efforts de la sous-région dans la promotion et la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820.

Cependant, a-t-il ajouté, il est nécessaire de souligner que les missions du GTFPS restent différentes de celles des organisations ou des associations des droits des femmes ou des droits humains. En outre, son champ d'action se situe au niveau sous-régional et non local.

Après avoir apporté un coup d'éclairage aux enjeux et actions du GTFPS, Monsieur Gaspard a précisé ce qui suit : Le Groupe de travail contribue à l'harmonisation des activités :

- Il participe à la définition de stratégies sous-régionales pertinentes,
- Il soutient les initiatives des acteurs
- Il entend s'investir pleinement dans la surveillance de la condition féminine ainsi que dans les questions liées à l'équité de genre dans la sous-région.
- Il œuvre pour la promotion et la mise en œuvre des résolutions 1325 et 1820 en Afrique de l'Ouest.

Dans l'entretemps, les participant(e)s ont accueilli la présence de Monsieur Bakary Fofana, Président de la CENI. Pour Monsieur Fofana, il ne faisait aucun doute que tous les dispositifs étaient pris pour que la campagne électorale et le vote se déroulent dans les normes requises et à la satisfaction de toutes les parties prenantes et ce, dans la paix, la transparence, l'exclusivité et l'équité. A cet égard, il a lancé un appel à tous les citoyens d'œuvrer dans le même sens.

S'adressant aux délégué(e)s de pays voisins, le Président de la CENI a conclu en ces termes : «Votre présence nous réconforte, elle renforce l'unité, la solidarité et la transparence. Nous comptons sur vous pour que les informations crédibles que vous donnerez sur les élections législatives permettent à la Guinée d'avoir enfin une Assemblée Nationale». A-t-il conclu.

E. ECHANGES

Monsieur Gaspard ONOKOKO, a rappelé que le vote est un droit et un devoir civique prévus par les lois et textes qui régissent le fonctionnement de nos Etats et de nos Institutions régionales voire internationales, notamment: la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Protocole à la Charte Africaine des droits et de Peuples, relatif aux droits des femmes en Afrique, la Constitution guinéenne, et le code électoral de la République de Guinée. Ce qui l'a amené à poser la question sur les statistiques de femmes candidates aux élections législatives et sur les dispositions déjà prises pour les accompagner aux élections. Ces questionnements de Monsieur Gaspard Onokoko Onosal ont suscité beaucoup de commentaires relatifs au mauvais positionnement des femmes sur les listes électorales et aux mesures à prendre dans l'avenir pour encourager les candidatures des femmes guinéennes aux postes de prise de décisions.

Face à cette situation préjudiciable aux chances de réussite des « femmes –candidates » aux élections, Mesdames, HacljaO iaka et Or AYE Lama TRAORE ont tour à tour pris la parole, qui pour soutenir les candidates inscrites sur les listes, qui pour suggérer l'élaboration d'une liste des

femmes candidates en vue de la constitution d'une banque de données permettant la mise en place d'une stratégie pour mieux les soutenir aux prochaines élections.

Madame Edna, représentante du Libéria, a évoqué l'expérience de son pays, en indiquant que pour participer aux activités politiques, les femmes ont organisé des quêtes de 5 dollars libérien par femme dans les marchés pour soutenir leur candidate à la présidentielle.

De son côté, Madame Or AYE Lama TRAORE de la SIERRA LEONE, a évoqué le manque de financement pour soutenir les activités politiques des femmes et le refus observé par les leaders politiques pour un meilleur positionnement de ces dernières sur la liste électorale.

Madame Céline M. YODA, ancienne Ministre du BURKINA, après avoir rappelé le rôle central de la femme dans la vie d'une nation, a lancé un vibrant appel aux femmes de la COFFIG/DCPD de se préparer pour les municipales, convaincue du fait que ce sont les voix des femmes qui crédibilisent les votes. Elle a aussi demandé avec insistance la préparation de la relève par l'implication des filles dans les activités politiques, et recommandé plus de solidarité entre les femmes.

La paix n'étant pas un slogan mais un comportement, plusieurs intervenantes ont insisté sur la formation et la sensibilisation des femmes sur leurs droits et devoirs.

Réagissant à la question liée à la faible implication des femmes guinéennes dans les affaires politiques, Mme Makalé CAMARA a prôné l'émergence de la classe féminine et a invité ses compatriotes à imiter le patriotisme, la prouesse, la sagesse et la détermination de Mesdames M'Ballia CAMARA, LOFFO CAMARA, Hadja Mafory BANGOURA, Jeanne Martin CISSE et tant d'autres qui ont joué un rôle important dans l'émancipation de la femme guinéenne avant et après l'indépendance. Elle a enfin suggéré d'accepter l'émergence de l'excellence, car le potentiel des femmes doit être valorisé pour leur permettre d'impacter positivement sur la vie de la nation.

III. ANIMATION DE LA « Case de Veille »

A. ACCUEIL DE VISITEURS

La **Case de Veille** a reçu la visite des personnes suivantes : la Première Dame, M. Christopher FOMOYAH, Directeur Afrique de NDI et sa délégation; Madame Hadja Saran Daraba KABA, Secrétaire Exécutive de la Mano River Union et sa délégation; Dr Mahamadou DANDA, ancien Premier Ministre du Niger, représentant de l'Observation de l'Union Africaine et sa délégation; M. Anthony Ohemeng-BOAMAH, Coordonnateur du Système des Nations Unies, et sa délégation; M. Alioune DIAOUNE, Coordonnateur du Programme de Consolidation de la Paix du Système des Nations Unies en Guinée, ; Mme Elisabeth COTE, Représentante d'IFES Guinée sans omettre les corps diplomatiques et les délégué(e)s de la francophonie...



B. OBSERVATION DU PROCESSUS ELECTORAL

1. OBSERVATION DU CLIMAT PRE-ELECTORAL

Le climat pré-électoral a été caractérisé par les violences. Sur l'axe Hamdallaye-Bambéto-Cosa, nous avons observé les attaques dont le cortège de l'épouse du Président de l'UFDG a été victime de la part des militants du parti au pouvoir. Ces derniers ont incendié l'un de véhicules du cortège et ont bloqué le passage. Les jeunes de ces quartiers ont pris d'assaut l'autoroute « Le Prince » pour imposer leur « loi ». Selon le gouvernement, un gendarme a perdu la vie lors de ces violences et l'on y a dénombré une cinquantaine de blessés.

2. DISPOSITIF DE DEPLOIEMENT DES OBSERVATRICES ET OBSERVATEURS

La Plateforme a déployé six cent (600) observateurs qui ont remonté en temps réel toutes les données du scrutin qui ont été visibles sur la plateforme.

Cette Plateforme a également déployé soixante (60) moniteurs de la violence électorale, qui ont remonté par sms en temps réel toutes les données Du scrutin qui, ont été visibles sur la plateforme internet www.sanakouya.org

Le jour du scrutin, la «Case de Veille» électorale de la COFFIG/DCPD a mis en place trois

(3) Chambres opérationnelles au niveau de son quartier général:

- Une Chambre technique qui a regroupé les plateformes suivantes: M-Observation et monitoring de la violence électorale;
- Une Chambre de coordination et d'analyse;
- Une chambre de décision pour des propositions de solutions pour une réponse rapide.

3. OBSERVATION DE LA JOURNEE DE VOTE/SCRUTIN

a. PRESENTATION DES ELECTEURS ET BUREAUX DE VOTE OBSERVES

▪ Electeurs

Il a été estimé que plus de 60% des électeurs de Conakry se sont bien acquittés de leur devoir civique ; hormis quelques tensions dues au manque de bulletins de vote et au retard enregistré au niveau du début du scrutin.

Région	Préfecture	H 2013	F 2013	Electorat 2013
Conakry	Kaloum	35 331	25 559	60 890
	Dixinn	68 992	54 408	123 400
	Ratoma	225 645	187 024	412 669
	Matam	65 843	52 412	118 255
	Matoto	236 056	201 195	437 251
Totaux		631 867	520598	152 465

▪ Identification de bureaux de vote ayant fait objet d'observation

Nom de l'observateur : Gaspard OnokokoOnosal GTFPS/ Ao Sénégal

Numéro	Secteur	N° BV
1.	Kankakoura	17
2.	Station Oasis Total	7
3.	Harounaya : Quartier Bantouka	8
4.	Harounaya : Ecole Primaire Bantounka	09
5.	Gare Centre	14
6.	Hamdallaye 2	24
7.	Quartier Simbaya Gare Secteur II	25
8.	Quartier Simbaya Gare Secteur II	26
9.	Gare Centre Providence Primaire	12
10.	Khaly 3 bis Quartier Nassoulaye	7
11.	Garage Berlin Kolouma Secteur Kokobongay	8
12.	Kaporo Rails Plaque Car 1	31
13.	Kaporo Rails Plaque Car 2	32
14.	Secteur 3	18
15.	Secteur 3	15
16.	FassHaly Port	01
17.	Marché Belle Vue	02
18.	Bambeto Dar Salam	04
19.	Kaporo Rails Ecole Nasroul islamique	03
20.	Nana Kourouma	14
21.	KIPE II	20

a. OBSERVATION DE BUREAUX DE VOTE :

Monsieur Gaspard Onokoko Onosal, représentant du GTFPS a visité 21 bureaux de vote de la région de Conakry.

La plupart de bureaux observés étaient accessibles. Aucun de ces bureaux n'a été ouvert à 7h00. Le dernier bureau observé a été ouvert à 9h35. Nous avons noté la clôture de scrutin à 18h00 précises dans les bureaux de vote N°25 et N°26 contrairement aux autres bureaux où le scrutin a été clôturé avec un retard de 30 minutes ou d'une 1heure. L'observateur du GTFPS a également signalé un manque de quelques documents prévus par le Code électoral dans certains bureaux : Enveloppes, Fiches de résultats, fiches de dérogation, encre indélébile (Bureau N°7 Station Oasis Total), feuilles de dépouillement (Bureaux de vote N°25 et N°26 Quartier Simbaya Gare Secteur II).



▪ **Bulletins de vote**

Il a été constaté une insuffisance de bulletins de vote dans certains bureaux de vote (Bureau de vote N°1 FassHalyPort). Au-delà des efforts déployés par la CENI et le Ministère de l'Intérieur pour mieux garantir l'organisation matérielle de deux scrutins, il a été constaté que les urnes prévues dans quelques bureaux de vote sont arrivées à contenir difficilement tous les bulletins de vote (Les urnes du Bureau de vote N°3 Kaporo Rails/Ecole Nasroul Islamique avec 1063 électeurs étaient devenues étroites pour contenir aisément toutes les enveloppes de vote).

▪ **Secret du vote**

Si une attention notable a été accordée à la question liée au secret du vote, il conviendrait de dénoncer lors de l'opération du dépouillement la présence dans quelques bureaux de vote de personnes étrangères et non autorisées d'accéder au bureau de vote.

▪ **Personnel du bureau de vote**

Les membres de bureaux de vote observés se sont efforcés d'être présents dans leurs bureaux de vote respectifs quand bien même certains d'entre eux sont arrivés en retard et cinq autres se sont absentés et remplacés difficilement par les représentants de candidats.

▪ Forces de l'ordre et de sécurité

Il a été constaté que la Fossil n'a pas utilisé des armes le jour du scrutin et qu'elle a bien contribué à la pacification du climat électoral. Elle a renforcé la sécurité autour des bureaux de vote. Néanmoins, il a été décrié l'absence de forces de l'ordre et de sécurité dans le Bureau N°7 Khaly 3 bis Quartier Nassoulaye.

▪ Dépouillement des voix

Monsieur Gaspard Onokoko Onosal a suivi et observé du début à la fin toutes les opérations de dépouillement des bulletins de vote dans les bureaux N°25 et 26 du Quartier Simbaya Gare Secteur II. Les listes de proclamation des résultats issus du dépouillement des voix de ces deux bureaux de vote se trouvent dans la partie « Annexes » de ce rapport.

▪ Lecture et affichage des résultats

Les procès-verbaux des dépouillements dans les deux bureaux (Simbaya Gare Secteur IIN°25 et 26) étaient disponibles et ont été affichés dans les bureaux de votes. Quant aux résultats, ils ont été proclamés, affichés et remis aux représentants des candidats.

▪ Remontée des dysfonctionnements et des résultats de dépouillement au niveau de la Chambre d'analyse de la « Case de Veille »

A l'exemple de tous les observateurs qui ont été accrédités au nom de la COFFIG/DCPD, le représentant du GTFPS/AO a été en contact permanent avec la Chambre d'analyse de la Case de Veille de 7h30 (28/09/2013) à 02h du matin (29/09/2013) pour lui communiquer directement les irrégularités constatées dans les bureaux de vote. Cette remontée d'informations a permis à la Case de veille de réagir à temps et d'obtenir des autorités compétentes avant la fermeture de bureaux de vote des corrections de l'une ou l'autre anomalie décelée sur le terrain.

IV. EVALUATION DE LA MISSION

A. RESULTATS OBTENUS:

- a. dans l'ensemble, la campagne électorale et le scrutin ont eu lieu sur toute l'étendue du territoire et à l'étranger;
- b. les documents électoraux même incomplets dans certains bureaux de vote, étaient disponibles à temps dans les bureaux de votes ;
- c. le même constat était valable pour les agents des bureaux de vote ;
- d. les procès-verbaux des dépouillements étaient affichés dans les bureaux de votes;
- e. les résultats sont remis aux représentants des candidats, même si l'on avait constaté l'absence de représentants de candidats dans certains bureaux de vote ;
- f. l'esprit positif de toute la classe politique ayant présidé à la signature et au respect de l'Accord politique du 03 juillet 2013 sur la préparation et l'organisation des élections législatives en Guinée ;
- g. les actions de médiation entreprises par le facilitateur onusien et par d'autres acteurs impliqués dans le dialogue inter-guinéen ayant permis d'arriver à un consensus minimal matérialisé par un report de quatre (4) jours du scrutin;
- h. le réel engagement de la COFFIG/DCPD matérialisé par le déploiement d'environ 600 observatrices dans les bureaux de votes et par sa volonté de contribuer à la transparence et à la crédibilité du scrutin ;
- i. la « Case de Veille » des élections législatives été opérationnel et dissuasive pour des élections apaisées;

- j. le déploiement des observatrices a permis une intense opération de remontée des informations qui ont permis d'éviter quelques difficultés et de rectifier un bon nombre de dysfonctionnements.

B. DYSFONCTIONNEMENTS ET DIFFICULTES:

Suite à l'observation de la situation pré-électorale et du scrutin du 28 septembre 2013, le GTFPS/AO a relevé un certain nombre de dysfonctionnements:

1. il nous a été donné de constater que des procès-verbaux avaient été soit mal remplis soit non signés par les représentants des candidats;
2. les bureaux de vote ont enregistré la présence de personnes étrangères lors des opérations de dépouillement de bulletins de vote ;
3. les actes de violence ayant entraîné mort d'hommes et plusieurs blessés. Les principales victimes sont les militants ou membres sympathisants de mouvement ou de partis politiques, il en est de même des auteurs;
4. le démarrage tardif de la révision exceptionnelle des listes électorales
5. la violation répétée du Code de bonne conduite par les partis politiques
6. le découpage électoral qui ne semble pas rencontrer l'approbation de toutes les parties prenantes au processus;
7. les dysfonctionnements et les limites liés à la distribution des cartes d'électeurs et des documents électoraux.
8. le traitement tendancieux et partisan d'informations électorales par certains organes de presse de la place jugé assez.

C. ENSEIGNEMENTS TIRES :

Les enseignements suivants, entre autres sont ressortis de nos observations :

1. à l'heure actuelle, les activités de la « Case de veille » peuvent renforcer la transparence et la crédibilité des élections et, partant, étayer les fondements de la démocratie participative en Afrique.
2. la diffusion de l'information sur les activités de la Plate-forme de veille pour les élections apaisées a été activement poursuivie à travers la presse et la chaîne nationale de télévision ;
3. la cartographie des cas de violence semble correspondre aux fiefs électoraux des grandes coalitions en lice;
4. des relations fructueuses se sont établies avec le GTFPS/AO et la COFFIG/DCPD ainsi qu'avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales;
5. la lutte pour des élections transparentes, apaisées et crédibles doit prendre une dimension régionale. Elle exige une action de grande envergure et un mouvement de solidarité des pays de la CEDEAO ;
6. « là où il y a une volonté, il y a un chemin pour l'homme ! ».Le peuple guinéen en général, la facilitation onusienne, les coalitions des femmes et les partis politiques guinéens en particulier se doivent d'illustrer plus que jamais cette belle formule !

D. ATOUTS :

1. le Code de bonne conduite par les partis politiques et surtout l'Accord du 03 juillet ont influé positivement sur le comportement des chefs de file des partis politiques,
2. les dispositions pratiques et organisationnelles mises en place par la CNI ont facilité la tenue de la campagne électorale et l'organisation de scrutins.
3. l'engagement et la détermination de **Monsieur Saïd Djinnit**, représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies et facilitateur international du dialogue inter-

guinéen et l'appui des autres partenaires extérieurs ont facilité la tenue des élections législatives en Guinée.



4. les dispositions matérielles et organisationnelles mises en place par la COFFIG/DCPD ont réduit le taux de dysfonctionnements et de violences électorales.
5. la présence du GTFPS/AO à Conakry a sans doute renforcé la visibilité et l'audience de la COFFIG/DCPD auprès des autorités nationales, représentants de la Communauté internationale et signataires de l'accord du 03 juillet.

NOTRE TRIPLE SATISFACTION :

- après une longue réunion sous la vigilance du facilitateur onusien, Monsieur Saïd Djinnit, les parties au processus électoral ont **accordé leur violon pour voter le 28 septembre 2013 en Guinée et à l'étranger.**
- **un dépassement de soi qui a caractérisé les femmes de la COFFIG/DCPD et qui leur a permis de contribuer tant soit peu, aux élections législatives libres et contrôlées.**
- **l'intérêt manifesté par les partis politiques pour les activités de la Case de veille à travers leurs interventions sur la base d'un questionnaire préétabli (GTFPS-COFFIG).**

E. RECOMMANDATIONS

A la CENI de:

1. œuvrer davantage en faveur de l'instauration de relations de confiance avec tous les acteurs politiques;
2. réunir prochainement aux conditions d'élections transparentes, crédibles et acceptées de tous;
3. veiller à la stricte neutralité et l'impartialité de l'administration :
 - renforcer la formation des agents des bureaux de vote et mieux planifier les formations;
 - créer un environnement apaisé autour des élections;
 - tenir compte des spécificités de chaque zone pour remédier aux lacunes liées au transport et payer à temps des indemnités des agents électoraux ;
4. veiller prochainement à la livraison de tous les accessoires et documents électoraux en nombre suffisant pour le scrutin, le dépouillement et la transmission des résultats (art.66,67 CE)

Aux partis politiques de:

1. continuer à sensibiliser les électeurs durant tout le processus électoral ;
2. adopter des comportements citoyens et responsables;
3. contribuer en faveur d'un climat électoral apaisé par la sensibilisation;
4. s'abstenir de tout propos pouvant entraîner des soulèvements populaires;
5. respecter le Code de Bonne Conduite qu'ils ont signé;
6. recourir aux seules voies de recours légales en cas de contestation des résultats du scrutin.
7. encourager les candidatures des femmes aux mêmes titres que celles des hommes ;
8. garantir sans aucune forme de discrimination un bon positionnement des femmes sur les listes électives.

Aux médias de :

1. ne jamais se départir des principes d'éthique et de déontologie qui dirigent le métier de journaliste;
2. s'abstenir de toute incitation à la haine et à la violence.

Aux organisations de la société civile de :

1. garder leur neutralité et leur indépendance, principal gage de crédibilité;
2. ne ménager aucun effort afin que le prochain scrutin se déroule dans le calme et la sérénité.
3. d'organiser des quêtes pour soutenir les prochaines candidates et de démultiplier les échanges d'expériences au niveau de toutes les communes ;
4. s'impliquer efficacement dans l'organisation des échéances électorales futures ;
5. soutenir la pérennisation de la « Case de veille » ;
6. former et sensibiliser les femmes et jeunes filles sur leurs droits, l'approche genre et le leadership féminin;
7. assurer le suivi de la Plate-forme de veille pour les élections apaisées.

V. CONCLUSION

Voilà en quelques traits la quintessence de notre mission en Guinée.

Notre but, en rédigeant le présent rapport, était d'offrir à UNOWA et aux membres du Groupe de Travail Femmes Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest la synthèse des activités que nous avons menées conformément à la lettre de mission N°UNOWA/A/OSRSG/225/13, et de présenter les résultats de dépouillement de bulletins de vote dans deux bureaux de vote sur lesquels notre analyse s'est penchées.

Le facilitateur onusien, Monsieur Saïd Djinnit, est intervenu à plusieurs reprises pour éviter des manifestations de rue, le boycott des élections législatives et le bain de sang.

Du coup, l'Etat, les partis politiques et le peuple guinéen ont adhéré à son appel.

Le GTFPS note que les élections législatives du 28 septembre comportent plusieurs aspects positifs, notamment le grand sens du devoir civique dont ont fait preuve les guinéennes et guinéens le jour du vote et le dévouement de membres de la COFFIG/DCPD qui, en dépit des circonstances difficiles, ont œuvré en faveur des élections apaisées, libres et transparentes.

N'ayant été que dans une vingtaine de bureaux de vote de Conakry, le GTFPS estime que des irrégularités constatées et corrigées en partie après l'interpellation de la « Case de veille », ne pourraient pas remettre objectivement en question, la validité du résultat provisoire ou final.

En tout état de cause, il nous est permis d'affirmer que les efforts fournis par le Représentant du Secrétaire Général en Afrique de l'Ouest et par toutes celles et tous ceux qui ont œuvré pour la paix en Guinée ont porté leurs fruits.

Ceci a encouragé la tenue effective des élections législatives dans l'ensemble du pays et à l'étranger et facilité la réussite de notre mission.

VI. ANNEXES

A. PROCLAMATION DES RESULTATS DEPOUILLEMENT BULLETINS DE VOTE/ LISTE NATIONALE (PROPORTIONNELLE)

SIMBAYA GARE (RATOMA) Bureau de Vote N° 25

Inscrits 645 / Votants 405 / bulletins nuls : 11

Pourcentage de participation : 62,25%

N°	Partis politiques	Nombre de Voix Obtenue(s)
1	UFDG-	189
2	RPG-	130
3	UFR	20
4	UPG	20
5	UGDD	14
6	PDEN	03
7	GPT-	02
8	PUP-	02
9	UFD-	02
10	PTS-	02
11	DPG	02
12	PRP-	01
13	PNR-	01
14	GRUP	01
15	PPG	01

B. LISTE UNINOMINALE

SIMBAYA GARE (RATOMA) Bureau de Vote N°25

Inscrits 645 / Votants 405 / bulletins nuls : 17

Pourcentage de participation : 63,25%

N°	Partis politiques	Nombre de Voix Obtenue(s)
1	UFDG-	200
2	RPG-	137
3	UPG	37
4	GPT-	07
5	AFIA	04
6	UPR	03

C. PROCLAMATION DES RESULTATS DEPOUILLEMENT BULLETINS DE VOTE/ LISTE NATIONALE

SIMBAYA GARE (RATOMA) Bureau de Vote N°26

Inscrits 648 / Votants 400 / bulletins nuls : 58/ Pourcentage de participation : 62,72%

N°	Partis politiques	Nombre de Voix Obtenue(s)
1	UFDG	195
2	RPG	90
3	UFR	24
4	PDEN	08
5	UPG	04
6	UPR	04
7	GPT	03
8	URNE	03
9	PNR	02
10	PUP	02
11	PTS	02
12	PGR	02
13	UGDD	01
14	GUID	01
15	UFD	00
16	AFIA	00
17	GRUP	00
18	PPG	00
19	NGR	00
20	RDUG	00
21	ADC BOC	00
22	PDGRDA	00

D. LISTE UNINOMINALE

SIMBAYA GARE (RATOMA) Bureau de Vote N°26

Inscrits 648 / Votants 400 / bulletins nuls : 58/ Pourcentage de participation : 61,60%

N°	Partis politiques	Nombre de Voix Obtenue(s)
1	UFDG	209
2	RPG	112
3	UPR	04
4	GPT	05
5	AFIA	03
6	UPG	09
7	PGRP	01
8	PNR	01
9	PUP	02
10	GTT	02
11	RDU	02
12	UFD	02
13	UFR	20
14	UPG	24

15	PPG	02
16	GRUP	01
17	UGDD	14
18	PDEN	03

E. DECLARATION DU FACILITATEUR INTERNATIONAL DU DIALOGUE INTER-GUINEEN.



Mesdames, Messieurs,

1. Comme vous le savez, les membres de la communauté internationale représentée au sein du Comité de suivi se sont impliqués étroitement à toutes les étapes de la mise en œuvre de l'accord du 3 juillet sur l'organisation des élections législatives. La communauté internationale s'est déployée à aider les institutions guinéennes à créer les conditions nécessaires pour la tenue d'un scrutin libre, transparent, inclusif et apaisé le 24 septembre.

2. Le souci qui a animé les représentants de la communauté internationale au sein du Comité de Suivi a été de corriger les anomalies relevées pour rassurer les partis politiques impliqués dans les élections quant à la fiabilité du scrutin.

3. Au-delà de cela, le Comité de Suivi, sous l'impulsion de la facilitation, a décidé de procéder à une ultime démarche en vue de corriger les dernières anomalies relevées suite à la distribution des cartes d'électeurs, l'affichage de la liste électorale et la répartition des bureaux de vote.

4. C'est ainsi que, lors de sa réunion du lundi 16 septembre 2013, le Comité de Suivi a examiné un certain nombre de problèmes qui ont été portés à sa connaissance sur des questions relatives au fichier électoral, à la distribution des cartes d'électeurs ainsi qu'à la répartition et à la localisation des bureaux de vote.

5. Au cours de cette session, des mesures ont été recommandées à la CENI pour corriger ces anomalies. Sur cette base, la CENI a notamment adopté les décisions suivantes qui doivent être mises en œuvre sans tarder :

- l'éclatement des bureaux de vote excédant 1000 électeurs,
- le renforcement en matériel des bureaux ayant entre 700 et 1000 électeurs,
- le rapprochement des bureaux de vote des domiciles des électeurs,
- le regroupement des bureaux à faible effectif d'électeurs.

6. En outre, à l'issue de sa session du vendredi 20 septembre, le Comité de Suivi a mis en place un comité technique paritaire regroupant des experts de la Mouance présidentielle et de l'Opposition, ainsi que ceux de la CENI et les experts internationaux de l'UE, de l'OIF et des Nations Unies, chargé de proposer un dispositif de mise en œuvre de ces décisions. Ce dispositif a été adopté lors de la séance du Comité de Suivi tenu ce matin.

7. A l'issue de ce processus et à quelques jours du scrutin, les membres de la Communauté internationale sont arrivés à la conclusion que les conditions sont désormais réunies pour la tenue du scrutin.

8. Toutefois, dans le souci de rassurer toutes les parties concernées quant à la mise en œuvre effective de ce dispositif, la facilitation avec le soutien des représentants de la Communauté internationale, a engagé des consultations impliquant les signataires de l'accord du 3 juillet.

9. A l'issue de ces consultations, il a été convenu qu'un délai exceptionnel de 4 jours est accordé à la CENI pour procéder aux ultimes ajustements avant la tenue du scrutin.

10. Au nom de la Facilitation et de la Communauté internationale, il me plaît d'annoncer aux Guinéens et aux Guinéennes, que toutes les parties prenantes dans le processus électoral l'ont souscrit à cet engagement. Nous sommes convaincus qu'avec cet accord, rien ne pourra plus entraver la tenue des élections législatives dans des conditions libres, transparentes, et inclusives le samedi 28 septembre 2013 en Guinée et à l'étranger. Sur cette base, nous invitons toutes les autorités nationales concernées à prendre les actes nécessaires à la mise en œuvre immédiate de cet accord.

11. Je saisis cette occasion pour remercier toutes les parties guinéennes concernées, notamment les leaders politiques, pour leur esprit de coopération dans l'intérêt supérieur de la Guinée. Je remercie en particulier le Président de la République pour son sens élevé de la cohésion nationale.

12. En cette journée internationale de la paix, je lance un appel solennel à toutes les parties concernées pour qu'elles s'engagent pleinement dans la mise en œuvre de cet accord et la tenue des élections à la date convenue en Guinée et à l'étranger dans un climat apaisé.

Conakry, le 21 septembre 2013.

F. MESSAGES DE SOLIDARITE ET DE SOUTIEN DU GTFPS/AO AUX FEMMES GUINEENNES

- Les femmes d’Afrique de l’Ouest se mobilisent pour des élections législatives libres, transparentes et apaisées en Guinée.
- Femmes guinéennes faites entendre votre voix. Restez prudentes en évitant toutes tentatives de manipulations.
- Le GTFPS-AO est solidaire des femmes guinéennes en cette période électorale.
- Ensemble, les femmes doivent contribuer à la paix sociale, à la stabilité et au développement en Afrique de l’Ouest y compris en Guinée
- Le GTFPS, ses partenaires soutiennent partout et en tout temps leurs sœurs guinéennes pour des élections transparentes et apaisées.
- Femmes guinéennes, artisanes de la paix, restons unies. Ensemble pour des élections libres et transparentes en Guinée.
- Le leadership féminin, facteur de paix et de stabilité du continent.



G. PROGRAMME DU 23 - 28 SEPTEMBRE 2013 - PALAIS DU PEUPLE – CONAKRY

Horaire	Lundi 23. 09	Mardi 24. 09	Mercredi 25.09	Judi 26.09	Vendredi 27.09	Samedi 28.09	Dimanche 29.09
09h00 10h00	Ouverture de la Case de veille	Ouverture de la case de Veille	Ouverture de la Case de veille.	Ouverture de la Case de veille	Ouverture de la Case de veille	Ouverture de la Case de veille à 06h30	Ouverture de la Case de veille
10h00 13h00	<p><u>Communication</u> : Femmes, Démocratie et Paix.</p> <p><u>Exposé:</u> Niger, Cote d'Ivoire.</p> <p><u>Modération:</u> Mme Céline YODA/KONKO BO (Burkina Faso)</p>	<p>Formation des observatrices</p> <p><u>Communication</u> : l'importance du vote féminin. M. Gaspard (Sénégal)</p> <p><u>Modération</u> : Mme Céline YODA/KONKO BO (Burkina Faso)</p>	<p><u>Communication</u> :</p> <p><u>Thème 1</u> : L'expérience des plateformes de la sous-région.</p> <p>Sénégal, du Libéria et de la Sierra-Léone .</p> <p><u>Modération:</u> Mme Geneviève DIALLO (Côte d'Ivoire)</p> <p><u>Thème 2</u></p> <p>Groupe de travail du Groupe « Femme, Paix et Sécurité » en AO (M. Gaspard)</p> <p><u>Modération:</u> Cote d'Ivoire</p>	<p>Projection du Film Documentaire: « le Phare de la réconciliation nationale »</p> <p><u>Communication</u> :</p> <p><u>Thème 1</u> : L'expérience du Sénégal sur la parité</p> <p><u>Exposé:</u> Mme Awa NDIAYE (SENEGAL)</p> <p><u>Thème 2</u> : Plateforme de veille des femmes du Mali.</p> <p><u>Modération:</u> COFFIG (Hadja Fatoumata sall)</p>	<p>Conférence de presse</p> <p>Déclaration préliminaire de la Mission d'Observation Electorale de la COFFIG</p>	<p>Remontées</p> <p>Informations électorales</p> <p>« Alerte précoce</p> <p>Réponse rapide »</p>	SUIVI ELECTORAL
14h00 15h00	Pause Déjeuner						

Horaire	Lundi 23. 09	Mardi 24. 09	Mercredi 25.09	Jeudi 26.09	Vendredi 27.09	Samedi 28.09	Dimanche 29.09
15h00 17h45	Débats	Formation des Observatrices sur la Case de Veille	Briefing sur la structure, l'organisation et le fonctionnement de la « Case de veille »	Formation des Analystes	Journée portes ouvertes	VEILLE ELECTORALE	
18h00	Fermeture de la Case de veille	Fermeture de la Case de veille	Fermeture de la Case de veille	Fermeture de la Case de veille	Etablissement de scénarii		
NB : Les tables rondes prendront la forme d'échanges d'expériences entre les Observatrices Internationales et les Observatrices de Guinée.							
Interventions des partis politiques sur la base d'un questionnaire (GTFPS-COFFIG)							